



124 pages  
ISBN 979-10-90966-02-4  
Sortie le 15 Mars 2012

#### Les auteurs

**Michel Zerbato**, maître de conférences en sciences économiques, enseigne l'économie politique à l'université de Bordeaux et est chercheur au LAM (Les Afriques dans le monde, UMR 5115 du CNRS) de Sciences Po Bordeaux.

#### Bernard Teper

Co-animateur du Réseau Education Populaire (REP)  
Membre du Haut conseil de la famille  
Co-animateur des Etats généraux de la santé et de l'assurance-maladie (EGSAM)

#### L'ouvrage

Longtemps, les économistes de marché serinèrent aux peuples les vertus de la mondialisation, heureuse, et de l'intégration européenne, protectrice. Ils se trouvèrent fort dépourvus quand la crise fut venue, et en guise d'explication, ils entonnèrent l'antienne de la cupidité des uns (banquiers et managers) ou de l'impéritie des autres (gouvernants et autorités de régulation) et purent continuer de pérorer dans les médias. Après les événements récents liés aux questions grecque et italienne, cette position n'est plus tenable.

Ce petit livre d'économie politique prend le risque d'une analyse qui relie les phénomènes politiques aux lois de l'économie. Non pas les lois de l'économie de marché, pure fiction qui légitime le néo-libéralisme, mais les lois du système capitaliste, telles que formulées par Marx en son temps, puis Keynes. Ces lois donnent sens à la crise actuelle : loin d'être irrationnel, le comportement des agents privés ou des autorités publiques, est la cause immédiate de la crise, mais il est avant tout la réponse aux contraintes de fonctionnement du système économique et social, contraintes résultant de mécanismes qu'il convient de mettre au jour. Après qu'à la fin des années soixante, l'espoir républicain du CNR se fut échoué sur l'écueil de la baisse du taux de profit, l'inflation, manifestation initiale de la crise du fordisme, dégénéra en stagflation et fit le lit du néo-libéralisme. La financiarisation globalisante put alors restaurer les profits rentiers, mais, ne produisant pas de richesse réelle, elle mena à la crise financière. Et lorsque la socialisation des dettes privées éleva le mur de la dette publique, le capitalisme financiarisé s'avéra, comme prévisible, incapable de le franchir. Une sortie de crise véritable implique de démondialiser, ce qui sonne l'heure de la république sociale et de la repolitisation de la monnaie. Car seul un retour au projet républicain de Jaurès va dans le sens de l'Histoire, celui de l'émancipation de l'humanité.

#### Les auteurs

##### Catherine Jousse

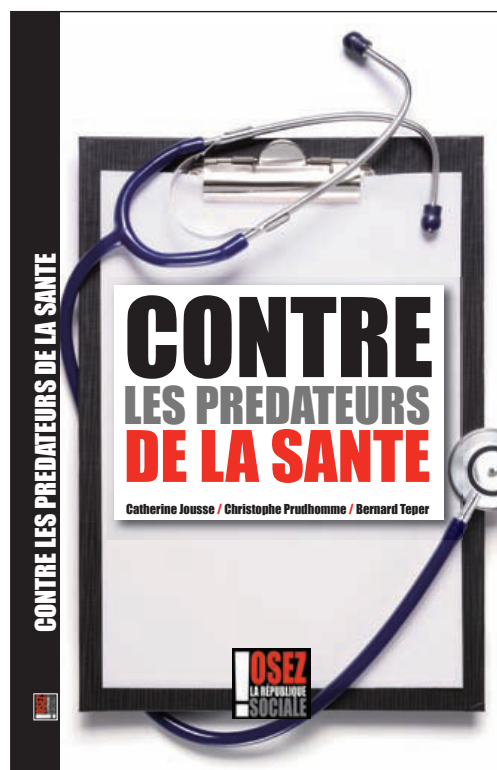
Chargée de mission dans une mutuelle. Co-animatrice du Réseau Education Populaire (REP)  
Ancienne secrétaire générale de la Fédération CGT des organismes sociaux. Ancienne membre de la Commission exécutive nationale de la Confédération CGT

##### Christophe Prudhomme

Médecin urgentiste au SAMU de Seine-Saint-Denis. Membre de la commission exécutive de la Fédération CGT de la santé et de l'action sociale. Membre du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie (HCAAM). Porte parole de l'Association des médecins urgentistes (AMUF)

#### L'ouvrage

La guerre contre la santé solidaire, ou dit autrement, la guerre pour la marchandisation et la privatisation des profits des secteurs rentables de la santé et pour la socialisation des pertes des secteurs non rentables pour les actionnaires, est entrée dans une phase cruciale. Rappelons que les dépenses de santé représentent 11,1% du PIB. Les prédateurs ne se cachent plus pour attaquer la santé et l'assurance-maladie, ils disent ce qu'ils font et font ce qu'ils disent. De Warren Buffet, deuxième homme le plus riche du monde, jusqu'à Denis Kessler, actuel président de la SCOR, en passant par Guillaume Sarkozy, le patron de Médéric-Malakoff, tous assument ouvertement cette guerre. Devant cette offensive unie et bien organisée, y-a-t-il une résistance à la hauteur des enjeux ? Que nenni ! La confusion règne. Beaucoup sont instrumentalisés par les prédateurs y compris des dirigeants politiques et des organismes complémentaires. Bien qu'il ait eu une accélération de la prédation décrite à partir de 2002 avec même un passage en turbo depuis la dernière présidentielle, il sera montré que cette logique prévaut depuis au moins 43 ans (depuis les ordonnances de 1967) et que les gouvernements de gauche ne l'ont guère enrayerée et que la gauche elle-même a aussi mis la main à la pâte à ce processus. Le livre se termine par une proposition alternative d'un nouveau système solidaire de santé et d'assurance-maladie et appelle à une insurrection des consciences.



96 pages  
ISBN 979-10-90966-01-7  
Sortie le 15 mars 2012



Les nouveautés des éditions  
“osez la République sociale”  
en librairie de mars à mai 2012

Passez vos commandes à 2<sup>ème</sup> édition - Le parc des Vignes  
27 rue Panhard et Levassor - 78570 Chanteloup les Vignes  
mail: [osezlarepublikesociale@gmail.com](mailto:osezlarepublikesociale@gmail.com)

Cette nouvelle maison d'édition créée par Bernard Teper, responsable du réseau éducation populaire (<http://www.reseaueducationpopulaire.info/>) et Christophe Hordé, éditeur, publiera une dizaine de titres par an sur les sujets d'actualité et des titres de fonds sur la défense de la République sociale, c'est-à-dire la défense des services publics et d'une autre répartition des richesses.

Nous publierons en avril 2012 une réédition du texte de Friedrich Engels “La question du logement” initialement publié en 1873 et qui garde toute son actualité en regard de la crise du logement que nous vivons aujourd'hui en France. En mai, nous publierons les chroniques de François Leclerc, chroniqueur sur le blog de Paul Jorion (<http://www.pauljorion.com/blog/>). Ses “Chroniques de la grande perdition” reprennent une partie de ses textes sur les 6 derniers mois sur la crise financière, avec une introduction de Paul Jorion.

Format 10,5 x 17,5 cm - pagination variable - 8,50€

Diffusion CED CEDIF : Tél 01 46 58 68 40 / Fax 01 46 71 25 59  
Distribution Daudin : Tél. 01 30 48 74 50 / Fax 01 34 98 02 44  
Mail : [info@daudin.fr](mailto:info@daudin.fr)





ISBN 979-10-90966-00-0  
96 pages  
Sortie le 15 mars 2012

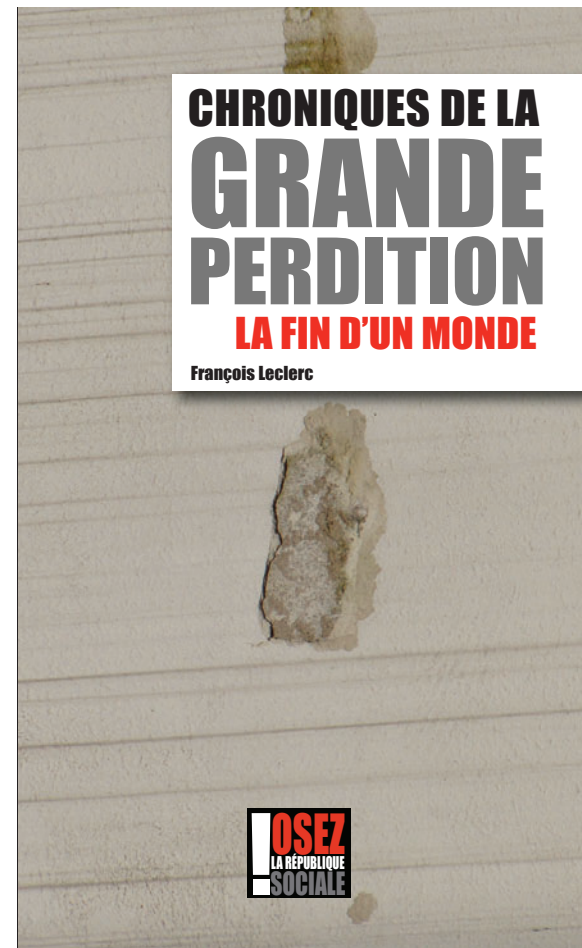


ISBN 979-10-90966-03-1  
96 pages  
sortie le 15 avril 2012 en librairie

**L'auteur**  
**Christophe Hordé**  
membre du bureau national de l'Union des familles laïques (UFAL) responsable du secteur logement, membre de la commission locale de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat dans les Yvelines.

**L'ouvrage**  
La crise du logement particulièrement aigüe en Ile de France, Rhône-Alpes et Côte d'Azur est le reflet de 30 ans d'abandon d'une politique du logement et d'une spéculation sans limites. Les Allemands ont en moyenne des loyers inférieurs de 200% par rapport aux Français. Pourquoi ? L'auteur retrace l'histoire du logement en France et les différentes politiques mises en œuvres depuis le début du siècle. De l'abandon de l'aide à la pierre en 1976, aux premières mesures fiscales en 1984 jusqu'aux différents dispositifs Scellier, l'opportunité fiscale à inexorablement fait monter les loyers et le prix au m<sup>2</sup>. Après une analyse de la politique allemande où les propriétaires sont largement minoritaires contrairement à la France, l'auteur présente un regard sur les autres pays européens (Angleterre Pays-Bas, Espagne) L'exemple allemand permet de mieux comprendre les dérives françaises. En Allemagne les locataires ont des droits plus importants (les baux sont à durée indéterminée par exemple) sans que cela limite les investisseurs. L'auteur propose des solutions sur le court terme et le long terme. Comment résoudre le problème du logement en ces temps de restrictions des budgets publics ? Comment rendre aux Français du pouvoir d'achat en cassant la rente immobilière qui gangrène l'économie ?

**L'ouvrage**  
Ecrit en 1872, ce texte est d'une étonnante actualité. Nous connaissons une crise du logement aussi grave que dans les années 1950 dans les grands centres urbains, avec des prix à la location ou à la vente qui sont prohibitifs pour la majorité des familles et des citoyens. Le texte d'Engels aborde aussi bien le problème de la propriété foncière que de la rente foncière, plus d'un siècle après la parution de ce texte, les idées avancées par F. Engels, nous permettent de mieux comprendre l'engrenage de la possession du foncier par le privé. "Comment donc résoudre la question du logement ? Dans notre société actuelle, comme toute autre question sociale : en établissant graduellement un équilibre économique entre l'offre et la demande; cette solution, qui n'empêche pas le problème de se poser sans cesse à nouveau, n'en est donc pas une. Quant à la manière dont une révolution sociale résoudrait la question, cela dépend non seulement des circonstances dans lesquelles elle se produirait, mais aussi de questions beaucoup plus étendues, dont l'une des plus essentielles est la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Comme nous n'avons pas à bâtir des systèmes utopiques pour l'organisation de la société future, il serait plus qu'oisieux de nous étendre sur ce sujet. Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable "crise du logement". Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'Etat"  
Extrait de la page 22



ISBN 979-10-90966-04-8  
124 pages  
Sortie le 15 mai 2012 en librairie

**L'ouvrage**  
Etait-ce une bonne idée que de choisir "L'actualité de la crise" comme sujet d'une chronique devenue quasi-quotidienne ? Débuté il y a trois ans sur le blog de Paul Jorion, en janvier 2009, le jardinage aurait certes été moins prenant... Plus de six cent billets après, un retour en arrière a permis d'en sélectionner une petite vingtaine, choisis dans les six derniers mois, afin d'éclairer cette crise qui n'est pas prête de se terminer. Au fil de ces trois années, les questions n'ont pas manqué, amenant l'auteur à se demander si son destin n'était pas de s'en poser. Le conduisant à décrypter une actualité financière planétaire foisonnante, afin de pénétrer quand il y parvenait dans l'ombre de la finance pour tenter d'en dévoiler des mécanismes et de restituer le pourquoi du comment. L'exercice a permis de fréquenter au plus près possible une crise qui a pris par surprise tous les économistes ayant pignon sur rue ou presque, donnant à quelqu'un qui n'était pas de ce monde l'occasion de la lire comme une histoire. Au fil des temps, des informations auparavant réservées aux initiés ont émergé, des voix auparavant ignorées se sont fait entendre, des vérités hier intangibles ont été balayées. Au prix de la fréquentation assidue des fils des agences d'information, de la presse financière et de blogs anglo-saxons pointus. Une seule certitude parcourt modestement les chroniques de "L'actualité de la crise" : la Grande Perdition a brisé un cadre qui se voulait immuable, la voie est ouverte pour que se dessine une succession au système actuel, celui de l'émancipation de l'humanité.

**L'auteur**  
Surveillant d'externat, professeur de mathématiques, cadre de l'édition, journaliste free-lance, chef d'escalaire d'une compagnie charter, producteur de documentaires puis de films publicitaires, directeur général d'une société de télévision par câble et satellite, conseiller au développement de L'Agence France Presse et enfin chroniqueur de "l'actualité de la crise" sur le blog de Paul Jorion, François Leclerc, couvre quotidiennement depuis trois ans l'actualité financière et économique.

Le blog de Paul Jorion  
Le blog [www.pauljorion.com/blog](http://www.pauljorion.com/blog) est visité chaque mois par plus de 150 000 personnes et bénéficie de plus de 500 000 connections mensuelles. Phénomène sur le Web, c'est un des seuls sites en France qui vit des dons de ses lecteurs. Il se situe dans les premiers sites économiques consultés